



| Lors de la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme le principal rempart contre l'extrême droite, incarnée par Marine Le Pen.

L'OPPOSITION TROMPEUSE ENTRE NATIONALISTES ET PROGRESSISTES

par Anne-Claire Defossez et Didier Fassin

Pensant pouvoir rejouer le scénario de la campagne présidentielle de 2017, au cours de laquelle il s'était présenté comme le rempart contre l'extrême droite, Emmanuel Macron a fait de l'alternative entre progressistes et nationalistes l'enjeu central des élections européennes. Mais son néolibéralisme autoritaire est-il si éloigné des positions de ceux qu'il prétend combattre ? Et le dépassement de l'opposition entre la droite et la gauche ne conduit-il pas à un renoncement démocratique ?

Lors de la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme au-dessus de l'opposition droite-gauche, en la déclarant périmée. Il s'est présenté comme le principal rempart contre l'extrême droite, incarnée par Marine Le Pen. Cette tactique a si bien fonctionné qu'il a reçu le soutien de nombreux responsables socialistes, tel l'ex-Premier ministre Manuel Valls, et même communistes, comme l'ancien Secrétaire général du parti, Robert Hue. Comme on le sait, il l'a largement emporté au second tour avec les deux tiers des voix mais un taux d'abstention record. Pour les élections européennes de 2019, le Président français a voulu rejouer la même carte. Avec une droite affaiblie et une gauche divisée, son parti La République en marche avait comme principal adversaire le Rassemblement national, que les sondages ont donné au coude à coude dans les mois qui ont précédé le vote.

En juillet 2018, devant les députés et sénateurs français réunis en congrès à Versailles, il a donc déclaré que « la frontière véritable qui traverse l'Europe est celle aujourd'hui qui sépare les nationalistes des progressistes ». Il a précisé sa pensée dans sa lettre aux citoyens de l'Europe en opposant la menace du « repli nationaliste » défendu par les « exploités de colère » à l'espoir de « l'humanisme européen » promoteur des « normes du progrès ». Il s'agit là d'un

Dans une société où les #Inégalités s'accroissent, annoncer le crépuscule de la gauche est très exagéré.

*Didier Fassin et
Anne-Claire Defossez
@the_IAS*



“
*Emmanuel Macron
substitue à l'idée
initiale de l'homme
providentiel situé
au-dessus des partis
celle du politicien
engagé dans la mêlée
pour combattre les
souverainistes et
les populistes.*
”

double glissement rhétorique, sinon idéologique, par rapport au discours qui l'avait porté au pouvoir. D'une part, il substitue à l'idée initiale de l'homme providentiel situé au-dessus des partis, celle du politicien engagé dans la mêlée pour combattre les souverainistes et les populistes. D'autre part, la vision politique du nouveau monde contre l'ancien laisse place à une distinction morale entre des valeurs d'avenir et des illusions du passé, et finalement entre le bien et le mal.

Si l'on voit bien à quoi correspond le nationalisme des Salvini, Orban, Kaczynski, Wilders et Le Pen, on peut se demander ce qui caractérise le « progressisme » d'Emmanuel Macron. Deux ans après son accession au pouvoir, on en repère deux lignes de force à travers la politique qu'il conduit au plan national. L'une est clairement néolibérale tant dans la réforme fiscale et la dérégulation du travail que dans la baisse des aides sociales et les privatisations des biens publics. L'autre s'est de plus en plus affirmée comme autoritaire avec le recours aux ordonnances pour le passage en force de législations importantes au détriment du

débat parlementaire, le vote de lois sécuritaires intégrant les principales mesures de l'état d'urgence, la dure répression des manifestations de rue et les violences répétées contre les étrangers. Loin d'être inédite, cette combinaison est une version modernisée du thatchérisme et s'inscrit nettement à la droite de l'échiquier politique.

Le Président français s'efforce de présenter plus positivement sa vision, que deux de ses anciens collaborateurs ont synthétisée dans un ouvrage, "Le progrès ne tombe pas du ciel" par Ismaël Emelien et David Amiel, qui a reçu son imprimatur. Selon eux, le progressisme repose sur une conception individualiste de la société qui doit donner à chacun la possibilité de se réaliser. L'éloge des « premiers de cordée » faite par Emmanuel Macron et sa remarque à un demandeur d'emploi qu'il lui suffirait de « traverser la rue » pour lui trouver du travail traduisent cette conception. Elle suppose une relation directe du pouvoir avec les citoyens, sans intervention des corps intermédiaires, et avec les salariés, sans entremise syndicale. Elle n'exclut cependant pas l'affirmation d'une communauté nationale et même la revendication d'un patriotisme.

Outre donc que le progressisme d'Emmanuel Macron semble n'être que l'habillage en trompe-l'œil d'un néolibéralisme volontiers autoritaire, la division qu'il propose entre son camp et celui des nationalistes, loin d'être au niveau européen une opposition centrale, n'est pour l'heure qu'un affrontement subsidiaire. En effet, les deux coalitions qui dominent le Parlement sont le conservateur Parti populaire européen et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Elles relèguent au deuxième plan l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, que La République en

marche souhaite rejoindre, et les divers groupes nationalistes, dont il n'est même pas certain qu'ils s'uniront. Il y a du reste quelque ironie à ce que le principal partenaire du Président français au sein de son alliance soit le Premier ministre néerlandais Mark Rutte. Ce dernier a gouverné, lors de son premier mandat, avec le soutien du Parti pour la liberté, d'extrême-droite. Ironie également que la tête de liste de La République en marche, Nathalie Loiseau, se soit présentée, lorsqu'elle était étudiante, sur une liste syndicale composée de membres du principal groupe d'extrême-droite de l'époque.

Si la tactique d'Emmanuel Macron a réussi une fois encore au niveau français en plaçant en concurrence directe son parti et le Rassemblement national, c'est moins parce que son analyse des rapports idéologiques est juste que parce que la configuration politique spécifique à la France lui est favorable: la droite s'est affaiblie en cherchant à imiter l'extrême-droite et la gauche s'est marginalisée par ses querelles et ses divisions. Cette tactique trouve en revanche ses limites au plan européen, révélant l'indéniable maintien du rapport de force entre une droite modérée et une gauche sociale-démocrate. La France fait à cet égard exception, ce qu'Emmanuel Macron ne semble pas avoir compris.

Les analyses à courte vue qui, à la suite de son élection, avaient diagnostiqué, comme il le fait lui-même, le crépuscule de l'opposition droite-gauche ne sont pas seulement inexactes. Elles sont aussi dangereuses. Le couple progressistes-nationalistes, pour autant qu'il existe, consiste en une division manichéenne entre le progrès et le repli, le bien et le mal. C'est une distinction morale verticale et excluante: qui voudrait se situer du côté du repli et du mal? En ce sens, elle est anti-démocratique. L'opposition entre la

droite et la gauche est au contraire politique, horizontale et inclusive. Elle appelle chacun à choisir entre deux modèles de société, l'un dominé par l'économie de marché et la protection des frontières, l'autre plus préoccupé de justice sociale et d'intégration des étrangers. La politique du Président français s'affiche aujourd'hui du côté du premier modèle, mais sa rhétorique de la fin des partis traditionnels vise à l'occulter par un face à face entre droite et extrême-droite.

Même fragilisée, la gauche rappelle par sa présence qu'une société est faite de rapports de pouvoir et de domination et que, dans une société où les inégalités s'accroissent, l'annonce de son décès est très exagérée.

Le progressisme d'Emmanuel Macron face aux Nationalistes: une illusion trompeuse
Didier Fassin et Anne-Claire Defossez @the_IAS



> AUTEUR

Didier Fassin est professeur de sciences sociales à l'Institute for Advanced Study de Princeton et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris.



> AUTEUR

Anne-Claire Defossez est chercheuse en sciences sociales à l'Institute for Advanced Study. Sociologue, elle a effectué une partie de sa carrière professionnelle dans l'administration territoriale en tant que directrice générale des services dans deux grandes villes de l'agglomération parisienne.